



Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 30 janvier 2026

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le Premier ministre ainsi qu'à Monsieur le ministre de l'Economie, des PME, de l'Energie et du Tourisme.

Des révélations récentes de l'ONG SOMO et du média Euractiv exposent l'existence d'une alliance secrète de grandes multinationales, baptisée « Competitiveness Roundtable », qui aurait mené une campagne de lobbying d'envergure visant à affaiblir plusieurs législations européennes en matière de durabilité, notamment la directive sur le devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises (CSDDD).

Ma collègue, la députée Sam Tanson, a posé une question parlementaire à ce sujet (question parlementaire n° 3337 du 11 décembre 2025), à laquelle le gouvernement a répondu le 19 janvier 2026. Cette réponse reste toutefois vague et ne répond pas à nos attentes en matière de transparence, car elle ne permet pas de déterminer clairement s'il y a eu des contacts avec les acteurs mentionnés dans le rapport de l'ONG SOMO.

En outre, en consultant le registre de transparence du gouvernement luxembourgeois, j'ai constaté qu'en octobre 2025, deux rencontres ont eu lieu entre des représentants du gouvernement et des acteurs économiques au sujet de la simplification réglementaire :

- **Le 15 octobre 2025**, une représentante du ministère des Médias et de la Communication a participé à une visioconférence avec des représentants de META concernant notamment le train de mesures « Omnibus » sur le numérique, où META a plaidé pour une simplification dans le contexte européen du Digital Services Act (DSA), du Digital Markets Act (DMA) et du Digital Rulebook.
- **Le 16 octobre 2025**, un représentant du ministère de l'Économie a participé à une visioconférence avec des représentants de Mondelez International où l'entreprise a soutenu une simplification, notamment en ce qui concerne le règlement européen sur la déforestation.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Messieurs les ministres :

- Les rencontres avec META et Mondelez International ont-elles influencé ou modifié la position du Luxembourg concernant les propositions « Omnibus » de simplification discutées au niveau européen ? Dans l'affirmative, de quelle manière ?

- Le gouvernement ou ses représentants ont-ils été approchés, contactés ou ont-ils eu des réunions avec Koch Inc., Koch Industries ou Koch Government Affairs, y compris lors de conférences ou d'événements internationaux ? Dans l'affirmative, quels représentants ont participé à ces rencontres et quelles positions ont-ils défendues ?
- Le gouvernement ou ses représentants ont-ils été approchés par Chevron, ExxonMobil, Dow Inc., Baker Hughes, Honeywell, Nyrstar/Trafigura Group, Enterprise Mobility, JPMorgan Chase, TotalEnergies ou par le think tank TEHA Group ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.



Franz Fayot
Député